

Que se passe-t-il dans les coulisses?

Dave Bylsma

Chef adjoint, PHC Canada

Les manœuvres douteuses de nos élus pour s'enrichir personnellement semblent sans fin. Ils incarnent des valeurs et des croyances qui sont en contradiction avec celles de la plupart d'entre nous. Priver les contribuables canadiens de leur droit d'attendre de leurs représentants une gestion responsable des finances publiques constitue une violation des droits de tous les contribuables canadiens, d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Avez-vous bien suivi la transaction discrète qui a permis d'allouer 670 000 \$ de fonds publics au Nouveau Parti démocratique fédéral ? Ce parti, à court d'argent et considéré comme un outsider, a été décimé lors des dernières élections fédérales. Tant pis ! C'est la vie ! Mais, dans le contexte actuel de négociations secrètes au sein du gouvernement, c'était une occasion à ne pas manquer. Bien que les électeurs aient jugé que les manœuvres du gouvernement précédent, qui avait utilisé Jagmeet et ses acolytes pour une « Journée du Oui, » méritaient la destitution du NPD du statut de parti officiel, les libéraux fédéraux avaient encore besoin du NPD dans le gouvernement actuel. Seuls 7 députés néo-démocrates ont été réélus, contre 24 lors de la précédente législature. Le seuil pour obtenir le statut de parti officiel est de 12 députés élus. Lorsqu'un parti atteint ce niveau, il a droit à un financement supplémentaire pour la recherche, le personnel, etc., afin de favoriser des débats plus vigoureux. Bref, vous savez comment ils justifient ces financements occultes.¹

Il semblerait que le NPD ait des appuis haut placés. Un consensus multipartite – libéraux, conservateurs et bloc, ainsi que certains membres non élus du Conseil de la régie interne – a permis d'abaisser le seuil de 12 à 6 députés en fonction. Pourquoi six, me direz-vous ? Eh bien, cela permettait de couvrir tous les cas de figure, notamment le ralliement de la députée néo-démocrate Lori Idlout, du Nunavut, au Parti libéral il y a quelques mois, dans le cadre de l'achat éhonté d'un gouvernement majoritaire par le Premier Ministre Mark Carney. Lori et sa circonscription ont manifestement bénéficié d'avantages, dont des contrats très controversés obtenus par son mari pour la construction et la fourniture de matériel pour des projets de développement dans le Nord. On peut se demander (discrètement) si la récente manne financière du NPD ne faisait pas partie de cette combine. Après tout, 670 000 \$ représentent une somme non négligeable pour compenser la perte décevante de 16 sièges. C'est un maigre réconfort pour les larmes de crocodile versées en public, surtout quand on sait que le parti est accablé par une dette de 13 millions de dollars. Franchement, leur seul travail, c'est de gérer l'argent du contribuable. Ils sont complètement insolubles, et notre gouvernement leur a donné encore plus d'argent public ! (Note : Le Parti de l'Héritage Chrétien,² contrairement aux grands partis, a une politique interne formelle interdisant de contracter des dettes pour les campagnes électorales.)

La situation se complique encore. Quelques semaines seulement après l'instauration de cette exception, le dernier député néo-démocrate du Québec, Alexandre Boulerice, a décidé de faire défection et de se présenter pour Québec solidaire dans la circonscription de Gouin, à Montréal, lors des prochaines élections provinciales d'automne. Le NPD se retrouve donc à nouveau sous le seuil ridicule de 6 sièges, fixé à 5. Quelle chute pour les corrompus ! À ce rythme, le NPD n'aura plus aucun siège avant les prochaines élections. Ajoutons à cela que son nouveau chef, Avi Lewis, n'a pas encore de siège à la Chambre. Ils doivent paniquer à l'idée que si un autre député néo-démocrate devait se retirer pour permettre à Avi de se présenter à une

élection partielle et de gagner son propre siège, ils risqueraient de le perdre aussi. Ils se résignent donc à laisser Don Davies, de Vancouver, s'en charger. La réaction du gouvernement sera un test d'intégrité : abaissera-t-il à nouveau le seuil ou retirera-t-il les fonds, laissant ainsi le NPD faire faillite?

Je m'excuse si ce communiqué peut paraître triomphaliste. La réalité est que les avantages que s'octroient les partis au pouvoir lorsqu'ils forment le gouvernement de notre pays constituent une injustice qui doit prendre fin. Il y a longtemps, dès les débuts de notre cher parti, des politiques ont été élaborées et des engagements pris envers nos électeurs pour interdire ce genre de corruption et de clientélisme. C'est antidémocratique, car cela fausse la donne en faveur des dirigeants et des gouvernements en place. L'argent des contribuables est destiné à l'intérêt public, et non à renflouer des partis politiques défaillants aux programmes intenables.

Les Canadiens se sont exprimés lors des dernières élections. Ils n'ont élu que sept députés du NPD. En réaffectant des fonds pour permettre au NPD d'obtenir le statut officiel – avec tous les avantages qui en découlent –, le Conseil de la régie intérieure se place à l'encontre du choix des électeurs. Les politiques du NPD ne correspondent pas aux souhaits des Canadiens. Ils n'ont pas voté pour ces politiques. Il s'agit d'une grave atteinte à notre démocratie que de passer outre la volonté des électeurs. Peut-être faudrait-il offrir la même chose aux autres partis ? Si l'on assouplit encore un peu la règle, on pourrait accorder le statut officiel au Parti vert (qui compte un député).

En l'état actuel des choses, les trois principaux partis politiques reçoivent des millions de dollars de « remboursements » après chaque élection. Le PHC et une douzaine d'autres partis plus petits ne reçoivent rien. Cela renforce le statu quo et confère aux plus grands partis — ceux qui font les règles ! — des avantages considérables en matière de publicité et de financement des campagnes futures.

La démocratie, c'est le pouvoir du peuple. Nous devons nous opposer à ces mesures de « clémence » censées protéger la volonté populaire, mais qui, en réalité, la bafouent. Nos gouvernements y ont recours pour soutenir des entreprises approuvées, qu'elles soient viables ou non. Ils les utilisent pour imposer des changements, qu'ils soient souhaités ou non. Ils les utilisent pour modifier les choix électoraux des Canadiens, ce qui, de toute évidence, n'est pas souhaité.

Que ferait différemment le PHC ? Les Canadiens ont besoin d'un parti qui défende la démocratie, l'égalité des chances et la justice sociale. Nous le ferons ! Nous savons que nous devons rendre compte de nos décisions devant Dieu Tout-Puissant. C'est une puissante motivation pour faire ce qui est juste.

La politique canadienne a évolué au fil des ans, et pas en bien. La corruption s'est infiltrée et a sapé les intentions et les objectifs initiaux de nos fondateurs, ainsi que les valeurs morales bibliques qu'ils avaient imaginées pour le Canada. Il est temps de revenir aux principes d'intégrité, de justice et de liberté. Joignez-vous au PHC ! Votez pour le changement ! Faites en sorte que le changement devienne réalité!

Notes de bas de page

¹ www.ctvnews.ca/politics/article/ndp-parliamentary-funding-reinstated-a-year-after-losing-party-status/

² www.chp.ca/fr/

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
